



**HAL**  
open science

# Les langues du politique. Le regard d'une sociolinguiste Entretien avec Catherine Miller

Myriam Catusse, François Siino

► **To cite this version:**

Myriam Catusse, François Siino. Les langues du politique. Le regard d'une sociolinguiste Entretien avec Catherine Miller. 2015. halshs-01589058

**HAL Id: halshs-01589058**

**<https://shs.hal.science/halshs-01589058v1>**

Submitted on 18 Sep 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **Les langues du politique. Le regard d'une sociolinguiste**

## **Entretien avec Catherine Miller**

Réalisé par Myriam Catusse et François Siino

Le 12 février 2015 à Aix-en-Provence

Référence électronique : Catherine Miller, François Siino et Myriam Catusse, « Les langues du politique. Le regard d'une sociolinguiste », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 138 | décembre 2015, mis en ligne le 17 février 2016. URL : <http://remmm.revues.org/9263>

*Catherine Miller est sociolinguiste et directrice de recherche au CNRS. Née en 1955, formée à l'ethnologie et à la linguistique, elle a notamment travaillé sur les phénomènes de contact linguistique dans le domaine arabe, d'abord au Sud Soudan puis en Égypte. À partir de 2008, elle a poursuivi ses recherches sur le terrain marocain lors d'un séjour de recherche de quatre ans au Centre Jacques Berque de Rabat. Elle dirige depuis 2015 l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM, Aix-en-Provence).*

Q : Une première question factuelle : en 2011, au moment des révolutions en Tunisie et en Égypte, vous étiez en poste à Rabat. Vous étiez partie au Maroc pour conduire vos propres recherches, mais vous vous êtes trouvée aussi aux prises avec les événements de « l'Histoire ». Dans quelle mesure vos pratiques quotidiennes de chercheuse ont-elles été affectées par ce qui se passait, y compris au Maroc ? Dans un deuxième temps, on pourra revenir avec un peu plus de distance sur la manière dont les soulèvements dans les pays arabes ont pu agir sur votre discipline, la sociolinguistique, notamment la question du vocabulaire utilisé pour dire l'événement, mais aussi celle de la circulation des mots, des langages différents, de l'oral et de l'écrit.

Catherine Miller : Quand j'étais à Rabat et que les événements de 2011 ont commencé j'étais déjà dans des projets collectifs qui concernaient les « parlars jeunes » au Maghreb, l'évolution des pratiques orales et écrites via les réseaux sociaux, internet, etc. Je pense que je faisais partie, grâce à des gens en France comme Dominique Caubet<sup>1</sup>, de ceux qui étaient assez ouverts à cette question. On voyait évoluer les usages linguistiques chez les jeunes non seulement en termes de choix de langues, de niveaux de langues mais aussi en termes de revendication de liberté de parole. Parce qu'en fait, au niveau linguistique, qu'est-ce qui a été visible pendant ces manifestations, ces journées ? Il y a eu les appels à manifester qui ont circulé sur les réseaux sociaux, il y a eu les manifestations avec tous les gens qui avaient des slogans écrits ou chantés, et puis tous les discours politiques autour de ça. Et il se trouve qu'au début, c'est les jeunes qui ont été leaders, plus que les vieux. Alors, peut-être que ce qui a frappé les gens qui ne s'étaient pas beaucoup intéressés à ce qui se passait chez les jeunes, ce sont les niveaux de langue qu'ils ont utilisés, beaucoup plus d'arabe marocain que ce que l'on entendait d'habitude dans les discours politiques formels par des gens plus spécialistes de la politique. Et puis, c'est aussi le ton, la façon de parler, l'humour, la dérision et le fait que c'était très plurilingue, puisqu'il y avait cette circulation entre Tunisie, Égypte, Maroc. Et on sentait qu'une grande partie des slogans, qu'ils soient écrits ou dits, ils l'étaient aussi en direction des médias internationaux. Puisque même au Maroc, il y avait des slogans en anglais.

Donc, on a vu qu'il y avait beaucoup de plurilinguisme. Moi, j'ai fait beaucoup de photos dans les manif avec les petits panneaux de tout le monde, et il y avait des panneaux en amazigh, des panneaux en arabe marocain, des panneaux en arabe classique, des panneaux en anglais, en français, le tout mélangé et beaucoup de panneaux bilingues. Donc, il y avait ce pluralisme qui était intéressant. Qui existe, on le savait depuis longtemps ! Mais peut-être qu'à cette occasion là, il est devenu très visible sur la scène publique. Donc, les gens comme moi qui travaillent sur ces questions, on était très contents de voir que ce phénomène ne pouvait plus être considéré comme marginal...

---

<sup>1</sup> Dominique Caubet est professeure émérite d'arabe maghrébin à l'INALCO (Institut national des langues et civilisations orientales). Elle a travaillé sur l'arabe marocain, les mélanges de langues (arabe algérien, français) et sur les changements de statut de l'arabe maghrébin au Maroc et en France, via notamment les productions culturelles.

Je ne peux pas dire que « le printemps arabe » a vraiment modifié notre façon de voir les choses, notre perception de la situation sociolinguistique..., cela a plutôt confirmé ce qu'on pensait, simplement, c'est devenu beaucoup plus visible. Cela a vraiment éclaté sur la place publique de façon très visible, et comme en plus, ça a été relayé par les photos que tout le monde prenait, par les films, par les photos dans les journaux, cela devenait quelque chose de tout à fait incontournable.

Par exemple, au Maroc, c'est intéressant de constater que même les chaînes de télé marocaines se sont senties obligées de faire de nouvelles émissions politiques en direction des jeunes, dans lesquelles ils faisaient venir des vieux et des jeunes, et que là, tout le monde se mettait à parler beaucoup plus en arabe marocain. Ça, c'était un phénomène intéressant.

Q : Vous évoquez les chercheurs qui s'intéressaient déjà à ces phénomènes. Qu'est-ce qu'il en a été pour ceux qui ne s'y intéressaient pas trop ? Est-ce que cela a contribué à rendre cet objet plus légitime du point de vue de la recherche ?

Catherine Miller : Depuis le début des années 2000, il y avait des travaux qui commençaient à se faire sur l'utilisation d'internet par les jeunes, les nouveaux systèmes d'écriture mêlant caractères latins et chiffres. Moi, ce qui m'avait toujours frappé, c'est que, en ce qui concerne le monde arabe en général, la plupart des travaux qui portaient sur ce qu'on appelle les nouveaux médias, les réseaux sociaux etc. étaient faits d'un point de vue de science politique, sur la question des nouveaux espaces publics par exemple, et l'aspect linguistique était très peu pris en considération. Il y avait quelques personnes de-ci de-là, assez dispersées, qui faisaient des petits travaux et qui montraient comment cette utilisation, en particulier via internet, changeait les pratiques linguistiques. Mais ils restaient vraiment minoritaires, c'était peu de choses, plutôt des articles dans des revues spécialisées. Là, ce qu'on a constaté un peu partout, avec cette omniprésence des jeunes, des réseaux sociaux dans le débat politique, c'est que, du coup, c'est devenu un objet d'étude, un objet d'étude plus légitime, je pense. On l'a vu en France avec par exemple l'ouvrage d'Yves Gonzales-Quijano sur les arabités numériques qui a eu beaucoup de succès. Mais on l'a vu aussi, et c'est cela qui est important y compris dans les universités marocaines, dans les universités algériennes,... enfin, on l'a vu un petit peu partout.

Cela dit, je n'ai pas fait le tour des pays arabes pour savoir si on observe partout le même phénomène. Est-ce que les événements de 2011 ont vraiment amené beaucoup de nouveaux chercheurs ou universitaires sur ce domaine des évolutions linguistiques ? Je ne suis pas très sûre. Il y a des Américains maintenant, des Norvégiens, un certain nombre d'universitaires occidentaux qui travaillent sur ces questions-là, notamment le passage à l'écrit de l'arabe dialectal. Mais ils avaient commencé déjà un petit peu avant, donc je ne ferais pas un rapport de cause à effet direct. Si on se tourne vers le milieu des linguistes arabisants occidentaux « purs et durs », ceux qui travaillent sur l'arabe classique ou standard, on constate aussi que peu à peu ils sont forcés de prendre en compte l'influence dialectale de plus en plus notable à l'écrit.

Q : Et les chercheurs maghrébins ?

Catherine Miller : Je ne peux pas dire pour la Tunisie parce que je n'ai pas très bien suivi ce qui s'y publie. Ce qui m'a le plus frappée, c'est l'évolution en Algérie – alors qu'il ne s'est pas passé grand chose en Algérie au moment du printemps arabe – mais, par contre, j'ai vu passer beaucoup d'appels à colloques, de propositions de journées, sur les « parlars jeunes », sur internet... Donc, pas tellement sur les thèmes des révolutions, mais plutôt sur tout ce qui tourne autour des jeunes, d'internet, du pluriculturalisme, etc. Par exemple rien qu'à l'université de Mostaganem en 2014 il y a eu un colloque sur la *cyberlougha*<sup>2</sup> et le plurilinguisme, et un autre pour « une éducation au plurlinguisme dès l'enfance », idem à l'Université de Constantine... Bien sûr on sait que le gouvernement algérien a beaucoup évolué sur ces questions ces dernières années, et ce sont toujours des colloques organisés en français...

Au Maroc, je n'ai pas vu grand chose du côté de l'université marocaine. Au Maroc, ce qui s'est passé, c'est qu'il y avait ce débat à propos de la place que doit occuper l'arabe marocain (la *darja*) qui avait commencé publiquement dès le début des années 2000. Avec 2011 et avec le fait qu'il y a eu la reconnaissance de l'amazigh comme langue officielle<sup>3</sup>, il y a eu aussi pas mal de débats – mais pas chez les linguistes, plutôt dans la société civile – sur quelle place donner à l'arabe marocain. Et il y eu

---

2 Langue du cyberspace.

3 La nouvelle constitution marocaine, adoptée par référendum et promulguée le 1er juillet 2011, reconnaît le statut de « langue officielle » au berbère (« Amazigh »). L'enseignement de la langue amazighe avait été introduit dans les écoles du pays à partir de 2003.

des conférences organisées par Nouredine Ayouch qui est un publicitaire, proche du Palais, sur la question des langues d'enseignement en 2010 et en 2013. Et là on a vu, par exemple en octobre 2013, il y a eu des débats passionnés et virulents dans la presse autour de ces conférences qui promouvaient l'idée qu'il fallait que l'arabe marocain devienne la langue d'enseignement dans les écoles marocaines. Et avec ces grands débats, plus de linguistes marocains sont montés au créneau, à la télévision, dans les journaux, pour commencer à débattre de ces questions-là et prendre position. Alors qu'avant, ils n'auraient jamais osé prendre position publiquement sur ces questions-là. Et maintenant, il y en a un certain nombre qui disent : « Oui, l'arabe marocain, c'est quand même notre langue. Il faut se poser la question de la langue dans laquelle on enseigne, et pourquoi ».

Et je pense que cela a été rendu possible grâce à tous ces débats qu'il y a eu à partir de 2011. C'est pareil, ça existait avant, mais c'était très très minoritaire. 2011, on sent que ça a ouvert des portes. Le résultat peut-être le plus paradoxal, c'est qu'au Maroc, il y a eu une nouvelle constitution, de nouvelles élections ; Benkirane a été nommé premier ministre<sup>4</sup>, et sa première conférence de presse officielle sur El Aoula<sup>5</sup>, la TV 1, il l'a faite en arabe marocain ! Et là, il y a eu plein de commentaires ; ça a été bien perçu par certains défenseurs de la *darja* comme un vrai signe de changement... Mais Benkirane lui-même s'est un peu engouffré dans cette tactique... bon, on peut le voir comme une récupération politique, populiste, mais qu'importe ! Ceci dit le même Benkirane en 2013-2014 s'est déclaré farouchement contre l'introduction de la *darja* à l'école, et l'affaire n'est pas finie, c'est toujours en débat au Conseil Supérieur de l'enseignement.

Mais il n'y a pas encore de véritable changement de fond dans les pratiques académiques marocaines, la véritable révolution ce sera quand les départements de langue arabe étudieront vraiment la réalité linguistique de leur pays !

Q : Et en termes de controverses scientifiques, en termes un peu plus théoriques, est-ce que les lignes se sont déplacées ? Est-ce que les controverses changent ou pas spécialement ?

Catherine Miller : Non, je pense que pour l'instant, les lignes sont un peu les mêmes au Maroc . Ceux qui sont très panarabistes, qui soutiennent la langue arabe classique, ils sont toujours là, ils n'ont pas bougé d'un iota. Ceux qui sont favorables à une reconnaissance de l'arabe marocain aussi sont toujours là. Ce qui a changé, c'est que jusque là, ceux qui parlaient de ces questions, ce n'étaient pas des linguistes. C'étaient des journalistes, des psychologues, des médecins, des publicistes comme Nouredine Ayouch etc. qui en parlaient publiquement. Et là, il y a quelques linguistes qui montent au créneau comme Abderrahim Youssi. En fait, ils étaient déjà d'accord avant, mais ils n'osaient pas le dire publiquement ou alors c'était très discret. Mais on ne peut pas dire que les lignes aient vraiment changé, les deux camps sont toujours face à face.

Q : Il y a une autre ligne aussi, c'est celle qui sépare les gens qui travaillent sur le domaine amazigh de ceux qui travaillent sur le domaine arabe, deux groupes qui en général ne se parlent pas beaucoup. Est-ce que le fait que, d'un coup, cette interpénétration des langues et des registres de langue soit apparue, a contribué à faire exister un dialogue entre ces gens-là ?

Catherine Miller : Il y a là quelque chose de très intéressant que nous avons observé avec Dominique Caubet dans une recherche portant sur les positions politiques des défenseurs de la *darja*<sup>6</sup>. Si on prend les initiateurs du mouvement du 20 février<sup>7</sup>, c'est vraiment eux qui ont été les premiers, quand ils ont appelé à descendre dans les rues, à poster cette vidéo où ils s'exprimaient en arabe marocain et en amazigh et c'était sous-titré en arabe marocain, amazigh et français. Donc pas du tout d'arabe classique. Dans ce mouvement du 20 février, il y avait la tendance proche du mouvement amazigh qui avait une vraie revendication linguistique (la constitutionnalisation de la langue amazigh), en revanche personne n'avait une vraie revendication linguistique concernant l'arabe marocain. Elle était très claire pour l'amazigh, elle était beaucoup plus floue pour l'arabe marocain. Et dans tout ce qui a suivi jusqu'à présent, on voit bien que dans le mouvement du 20 février, il n'y a pas de position nette et claire concernant ce débat entre arabe marocain et arabe classique. Individuellement, il y a des pratiques différentes, y compris dans les pratiques de communication. On a un certain nombre de militants, peut-être un peu plus issus de familles traditionnellement militantes qui, eux, continuent plutôt de s'exprimer en arabe standard, parce que c'est leur langue de débat politique. Et il y a un

---

4 Le 29/11/2011.

5 Première chaîne de télévision généraliste publique marocaine.

6 Cette recherche a fait l'objet d'un article « Quels enjeux sociopolitiques autour de la *darja* au Maroc ? » à paraître dans un ouvrage collectif dirigé par Foued Laroussi et Cherfi Sini.

7 Mouvement protestataire marocain qui s'est notamment exprimé par des manifestations le 20 février 2011.

certain nombre d'autres militants, issus de milieux plus populaires, qui eux postent [sur internet] beaucoup plus de choses en arabe marocain. Ils en font une posture politique, mais elle n'est pas endossée par l'ensemble des gens du mouvement. C'est compliqué.

Et sur le plan académique, il n'y a pas eu beaucoup d'avancées, sauf qu'effectivement, quand Noureddine Ayouch a fait son grand colloque à l'automne 2013<sup>8</sup> – c'était un grand colloque sur « comment réformer cet enseignement qui va si mal », suite au discours royal qui avait pointé la « nécessaire et inéluctable réforme de l'enseignement », l'éternel serpent de mer... – il avait fait des déclarations à la presse en disant : il faut introduire l'arabe marocain comme langue d'enseignement. D'où cette polémique. Et là, il y a des gens du mouvement amazigh qui ont pris position pour le défendre, ce qui n'était pas arrivé souvent. Des gens de l'Ircam<sup>9</sup> par exemple comme Mohamed Assid. Dans le domaine amazigh, ils sont très structurés, ils ont l'Ircam, il y a des départements universitaires, ils travaillent. Les gens qui se piquent d'être un peu plus sociolinguistes et qui s'intéressent à ces questions d'arabe marocain dans le domaine universitaire, ils sont dispersés, un peu marginaux, un dans un département d'anglais, deux dans un département de français... Il n'y a pas vraiment de collaboration, ça reste individuel. Je pense qu'il y en a maintenant qui lancent leurs étudiants sur de nouveaux sujets, qui font des masters. Mais pour le moment, ce n'est pas très visible.

Q : Avec toutes ces manifestations langagières, il y a eu, d'une certaine façon, une production de « corpus » : des photos, des textes, des enregistrements... Est-ce que vous avez eu connaissance de nouvelles pistes, de nouveaux travaux, notamment chez les plus jeunes chercheurs, y compris en France ?

Catherine Miller : Je pense qu'il y a pas mal de choses qui sont en train de se faire, que ce soit en France, dans des pays arabes ou ailleurs. J'étais à Oslo récemment, ils ont plusieurs doctorants et chercheurs qui travaillent sur les discours politiques. Il y a pas mal de choses qui se font, mais je n'ai pas encore vu sortir de publications notables. Donc je ne sais pas exactement qui fait quoi. Je vous ai dit, j'ai vu passer des appels à colloque, des gens qui ont bondi sur ces thèmes-là. Par exemple avec D. Caubet, on participe à un ouvrage collectif qui est dirigé par un chercheur de Rennes, Fouad Laroussi, sur le thème « Langues et mutations sociales en cours au Maghreb ». Mais qu'est-ce qui va en sortir d'intéressant, je ne sais pas encore. Je pense que c'est un objet d'étude, mais c'est un peu tôt. Et puis, j'ai aussi l'impression que l'enthousiasme retombe aussi vite qu'il était monté. Et que comme un peu partout, les soufflets sont retombés...

Q : Au-delà des grands paradigmes ou des grilles d'analyse, est-ce qu'on voit des petits déplacements subreptices, des corpus jusque là peu étudiés qui sont plus investis, des comparaisons ou des citations nouvelles ?

Catherine Miller : Cela, on le voit un peu partout. L'année dernière, j'étais à une conférence internationale de collègues qui travaillent sur la culture orale, c'était à Ifrane<sup>10</sup>. Ce qui était très frappant, c'est que si on regarde les premières rencontres de cette association qui en est à sa 7<sup>ème</sup> édition, ils étaient vraiment dans la culture orale, telle que l'on peut l'imaginer, la poésie des femmes, la culture orale « patrimoine », disons. Et là, à Ifrane, il y a eu un peu de poésie orale – heureusement qu'il y en a encore ! –, mais il y a eu aussi des interventions sur *Arab Idol*<sup>11</sup>... et beaucoup de communications sur des questions qui concernaient la société civile actuelle. Cela reflète l'évolution générale des sociétés arabes, plus profondément. L'importance des feuilletons télévisés, l'importance de tout ce qui est le divertissement, l'importance de la télé réalité, des réseaux sociaux et donc, la nécessité de travailler sur des corpus numériques... Donc, tout ça était en train d'apparaître avant 2011. Ce sont vraiment des réalités, révolution ou pas révolution, elles sont là ! Peut-être que les événements de 2011 ont accéléré un petit peu les choses, mais ces évolutions sociales et médiatiques restent par contre, et deviennent un objet d'étude légitime. Ça, c'est sûr.

Et je vois un autre domaine d'étude qui se met en place, mais qui avait aussi commencé avant. Chez les sociolinguistes qui travaillent sur le monde arabe, qui s'intéressaient à ces questions de diglossie, de contact entre l'arabe dialectal et l'arabe standard, avant, la plupart des travaux, dans le domaine oral, portaient sur des contextes un petit peu formels, les intellectuels, ce que l'on appelait *educated*

---

8 Colloque « Les chemins de la réussite » organisé par la Fondation Zakoura les 4-5 octobre 2013 à Casablanca.

9 Institut Royal de la Culture Amazighe créé en octobre 2001.

10 7th International Conference on Popular Culture in the Middle East and North Africa, 11-13 avril 2014, Université Al-Akhawayn, Ifrane, Maroc.

11 *Arab Idol* est une émission de télévision arabe dans laquelle des candidats venus de plusieurs pays arabes interprètent des chansons devant un jury et sont ensuite sélectionnés par les votes du public.

*spoken arabic*. Et là, ce qu'on voit – parce que c'est aussi une réalité –, c'est qu'il y a plus de gens qui travaillent sur la production écrite parce que, particulièrement dans des pays comme l'Égypte, le dialecte est très présent et cela a des implications très importantes sur l'éventualité de formation de langues écrites nationales. Mais c'est parce que ce sont des phénomènes de fond. Ce sont des travaux qui ont commencé il y a une dizaine d'années, et là, il commence à y avoir des publications collectives, des réseaux qui sont en train de se mettre en place.

Q : Est-ce que le fait que ces soulèvements se soient déroulés de façon concomitante en différents endroits, parfois éloignés, mais justement proches par la langue, peut pousser à plus de comparatisme ou, du moins, à la rencontre de chercheurs travaillant sur des terrains différents ?

Catherine Miller : Pour les chercheurs qui travaillent en sociolinguistique arabe, cette pratique du comparatisme a toujours plus ou moins existé. Moi, par exemple, je suis dans un réseau où on est en train de comparer ce qui se passe au Maroc et ce qui se passe en Égypte, Jordanie, etc<sup>12</sup>. Ce qu'on voit quand on fait du comparatisme, ce sont des dynamiques qui sont à l'œuvre un peu partout. Peut-être que l'Égypte est un peu en avance dans certains domaines, mais on voit bien que pour les questions sociolinguistiques, ce qui se passe en Égypte se passe un peu partout dans le monde arabe.

Cette idée de pluralité d'arabe, c'est vraiment quelque chose qui est en train d'être reconnu par tout le monde, y compris par ceux qui enseignent l'arabe dit « standard » et qui disent : il n'y a pas d'arabe standard, il y a de plus en plus des standards régionaux. Ce qui était au départ des idées un peu marginales, iconoclastes, est en train de s'imposer. On ne peut plus parler d'une seule langue arabe. Là où les changements me semblent intéressants en termes académiques actuellement, c'est dans les pays du Golfe, dans des pays comme le Koweït, le Qatar, Abu Dhabi. Ils organisent beaucoup de conférences – parce qu'ils ont des sous ! –, des conférences de *Arabic linguistics*. Et à présent, dans ces conférences, ils abordent non seulement les questions des dialectes arabes mais même celle des *pidgin arabic* qui sont une réalité importante dans le Golfe<sup>13</sup>. En décembre 2013, il y a eu une grande conférence en Arabie Saoudite<sup>14</sup>, et 80 % des communications – c'était surtout des gens du Golfe, il y avait quelques Américains, quelques Anglais – étaient des communications sur l'arabe parlé localement, et il devait y avoir trois communications qui concernaient l'arabe standard classique. C'est intéressant que ces pays là, qui ont beaucoup d'argent, qui étaient considérés comme le temple de l'arabe classique, organisent ce genre de manifestations. Et ils y sont entrés pas le biais d'internet, des TIC, des nouveaux médias. Parfois, c'est juste un effet de personne : parmi les Saoudiens qui organisent ces conférences, il y en a un certain nombre qui ont été étudiants en Angleterre, à l'université d'Exeter où une collègue jordanienne Enam Al-Wer, est une sociolinguiste reconnue.. Du coup, elle les a fait travailler sur leurs parlers, ils sont revenus chez eux formés en sociolinguistique, ouverts sur les parlers arabes contemporains. Et donc on voit qu'il y a des tabous qui tombent dans les pays du Golfe, ce qui à mon avis aurait été impossible il y a dix ou quinze ans. Ça, c'est un phénomène très intéressant.

Q : Quand on aborde la question des langues du politique, on entend souvent qu'il y a, d'un côté, une tradition panarabiste de gauche et, de l'autre, le réinvestissement de l'arabe dialectal par les mouvements plus proches des Frères musulmans. Est-ce qu'il y a des évolutions de ce point de vue ?

Catherine Miller : Je pense que 2011, au niveau de la langue, partout ça a été un peu ambigu. Partout, on a vu cette explosion de diversité, de slogans dans toutes les langues. Et, en même temps, il y a des gens pour qui, quand même, un discours politique doit être dit dans un certain niveau de langue. Je crois que partout, cette question là demeure : comment parle-t-on de politique ? On sent que cela n'est pas réglé. Qu'il y a encore des gens qui se disent révolutionnaires d'extrême gauche qui seront plus panarabistes et qui auront plus tendance à parler en arabe standard un peu ampoulé, parce que pour eux, c'est ça, le langage politique. Même si on sent que ça bouge. Même si on sent que, autant dans les années 1970, la plupart des grands chants révolutionnaires étaient en arabe standard – c'était Marcel Khalifé<sup>15</sup>, etc. –, autant maintenant, c'est moins le cas. Mais enfin, tout ça reste ambigu, flou et controversé. Nous avec Dominique Caubet, notre petite théorie, c'est qu'il y a ceux qui étaient des militants d'avant, de longue date et qui ont eu cette pratique du discours militant

---

12 The Ideology and Sociology of Language Change in the Arab World, ss la direction de Jacob Høglit, Université d'Oslo/

13 Le terme pidgin désigne une langue véhiculaire simplifiée créée à partir d'une langue base, européenne ou autre.

14 Linguistics in Arabia Conference King Abdulaziz University, Jeddah, 4-5 décembre 2013.

15 Chanteur et compositeur libanais né en 1950 qui a notamment mis en musique des textes du poète palestinien Mahmoud Darwish.

en arabe standard et puis, il y a des nouveaux venus... Ce n'est pas tant une question générationnelle, parce qu'ils peuvent être de la même génération, mais plutôt de milieux. Entre ceux qui sont venus à la militance par le rap, et ceux qui sont venus à la militance par des traditions de familles politiques de longue durée, la défense des droits de l'homme etc., il y a des niveaux de langue dans le discours politique qui sont différents. Mais ce sont des pistes à vérifier.

Je ne sais pas dans quelles mesures les Frères musulmans, quand il s'agit de discours politique médiatique, ont des pratiques différentes des autres. Les plus rigides étaient effectivement les gauchistes panarabistes parce qu'ils s'accrochaient à ça désespérément. Les islamistes n'en ont pas tellement besoin, puisqu'ils ont leur légitimité religieuse. Mais il faudrait voir plus en détail leur utilisation des réseaux sociaux. Je sais qu'il y a un jeune chercheur norvégien qui travaille sur les réseaux sociaux en Jordanie qu'il compare avec un autre pays. Et, en trois ou quatre ans, il y a eu une évolution, à savoir que c'était plus en dialectal il y a trois ou quatre ans que maintenant. De la même façon en Égypte, il y a des collègues qui travaillent sur tous les journaux, toutes ces bandes dessinées qui ont été créées, et c'est pareil : on avait l'impression qu'il y avait une lame de fond, que tout était majoritairement en arabe égyptien, mais en analysant bien dans les détails, on s'aperçoit que ça n'est pas si massif que ça. Donc, il y a encore beaucoup de choses à analyser sur la langue du politique, c'est quelque chose de passionnant sur quoi il faut travailler.

Quelques références pour aller plus loin...

Bassiouney Reem, 2014, *Language and Identity in Moderne Egypt*, Edinburg, Edinburg University Press.

Caubet Dominique, Billiez Jacqueline, Thierry Bulot, Isabelle Léglise et Catherine Miller (dir.), 2004, *Parlers jeunes, ici et là-bas : Pratiques et représentations*, Paris, L'Harmattan.

Gonzalez-Quijano Yves, 2012, *Arabités numériques, le printemps du web arabe*, Paris, Sindbad.

Meouak Mohamed, Sánchez Pablo, Vicente Angeles, Á. (dir.), *De los manuscritos medievales a internet : la presencia del árabe vernáculo en las fuentes escritas, Estudios de dialectología árabe* n. 6, Universidad de Zaragoza.

Warschauer M., El Said G.R., Zohry A., 2007, "Language Choice Online: Globalization and Identity Online", In : Danet, B. & Herring, S. C. (Eds.), *The multilingual internet: Language, Internet and Communication Online*, New York, Oxford University Press, p.303-318.

Quelques publications de Catherine Miller

Benitez Fernandez Montserrat, Miller Catherine, Rüter (de) Jan Jaap, Tamer Youssef, 2013, *Evolutions des pratiques et représentations langagières dans le Maroc du XXIème siècle*, Paris, L'Harmattan.

Miller Catherine, Abou El AAzm Selwa, 2014, « Le Dabateatr citoyen 2009-2013 : un nouveau théâtre dans la ville ? », Actes du Colloque International *Présence de nouvelles scènes culturelles en Méditerranée : du Global au Local*, H. Miliani et I. Chachou (dir.), 21-22 oct. 2013, Mostaganem.

Miller Catherine, 2015, « Des passeurs individuels au mouvement linguistique : itinéraires de quelques traducteurs au Maroc » In : Achour-Kallel Myriam (dir.), *Le social par le langage. La parole au quotidien*, Tunis-Paris, IRMC/Karthala.